

Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Date de la contribution : 05/07/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à une procédure unifiée et simplifiée pour les demandes de raccordement d'installation de stockage, il faut également y associer un délai de réponse maximum, comme pour les autres utilisateurs.

Dans le cas d'installation de stockage pure, nous rappelons que le stockage ne *produit* pas mais *restitue* l'énergie consommée en amont. Elle ne peut donc en aucun cas être considérée comme un producteur, a fortiori renouvelable, car le mix de la « prise » n'est pas renouvelable. C'est ce cas qui doit être traité avec une procédure spécifique.

Nous rappelons que les unités de stockage seront raccordés au travers de configurations diverses, en particulier, sur des sites existants (dits mixtes, producteurs ou consommateurs) ou sur des nouveaux sites (stockage seul ou avec de la production/consommation associée). Le stockage jouera alors un rôle d'optimisation, notamment de la puissance du raccordement (avoir des offres de raccordement alternatives, ORA ou ORI, paramétriques afin de pouvoir co-dimensionner le raccordement et l'installation de stockage). Il est donc nécessaire que les conditions de raccordement et de modification (reprise d'études) des sites mixtes soient adaptées et transparentes afin que le mode de contractualisation et les exigences techniques appliquées ne soient pas des freins, mais des leviers pour construire des cas d'usage pertinents pour le système électrique.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à la mise en œuvre des ORI sous conditions qu'un arrêté du Ministère de l'énergie soit pris afin d'encadrer les cas d'usage et qu'un suivi annuel à communiquer au Ministère et à la CRE soit effectué par les GR (comprenant en sus les autres mécanismes d'effacements de production qui vont être mis en place pour des raisons d'optimisation des réseaux électriques). Le SER s'associe à la note de positionnement de l'UFE qui résume une position à minima des acteurs du système électrique pour la mise en œuvre de ces solutions.

Les limitations prévues par les ORI doivent être réduites au maximum par les gestionnaires de réseaux. En aucun cas elles ne doivent servir de soupape en cas de nouvelles contraintes apparaissant ultérieurement, ou fortuitement, sur le réseau. Elles doivent absolument rester neutres d'un point de vue de leur activation pour qu'il n'y ait pas d'effets sur les marchés de l'énergie (coordination avec les responsables d'équilibre, entre autres).

Le SER souhaiterait que le nombre maximal de pertes de production (en GWh par an) soit encadré au moment de la PTF ainsi qu'une Pmin (soit l'un, soit l'autre, soit les deux, au choix du producteur). Ces deux paramètres doivent permettre aux producteurs d'évaluer la pertinence d'une ORI.

Les travaux doivent être poursuivis et encouragés sur la question des effacements pour des contraintes à d'autres

niveaux que les ouvrages propres : au niveau des transformateurs et au niveau des lignes HT B. Le SER est favorable à ces effacements, tant qu'ils restent dans des proportions faibles et à condition que l'effacement soit rémunéré de manière claire et transparente. Par ailleurs, le SER considère que tout effacement de production doit être compté comme un renforcement dans la comptabilité des S3REnR, et non dans la quote-part (créations d'ouvrages).

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à la DAR et à sa généralisation.

L'objectif de cette démarche doit être de faire du GRD un accompagnateur/conseiller du raccordement pour l'utilisateur de réseau. La DAR doit être une démarche et un processus, et non une demande unique. On pourrait imaginer que la pré-étude de la PRACD puisse être découpée en plusieurs morceaux avec coût fixe chacun pour que le producteur puisse abonder progressivement davantage d'informations selon l'avancée de son projet, le tout débouchant à la fin sur une demande de raccordement complète. Cela permettrait par ailleurs au GRD d'avoir plus facilement une vision des projets qui s'apprêtent à entrer en file d'attente car un tel accompagnement du raccordement aurait davantage de valeur qu'une prestation fixe (et chère, 5 000 € en HT A) et serait certainement davantage sollicitée par les producteurs. Une telle démarche pourrait être couplée avec la mise en place d'une plateforme de recensement des projets, actuellement à l'étude par RTE et proposée par les producteurs dans le cadre du GT Anticipation du développement du réseau du CURTE.

A défaut, d'un tel modèle d'accompagnement du raccordement vers lequel la DAR doit tendre, le rétablissement de pré-études simples et peu coûteuses doit être étudié.

Pour limiter le travail des GRD sur les projets les plus amont, il apparaît essentiel que les informations non confidentielles détenues par les GRD soient transmises publiquement. Nous attendons en particulier la cartographie des réseaux souterrains HT A et le transit (tension locale, intensité admissible, section des câbles). Dans le cadre de site en prospection cela permettrait de connaître a minima la capacité des réseaux existants depuis le projet jusqu'au poste source le plus proche, éventuellement pour envisager des entrées en coupure ou avec des consignes en $Q=f(U)$. L'étude des harmoniques, du courant d'enclenchement ou d'autres calculs au stade précoce de développement n'apporte rien et le producteur pourrait ainsi réaliser une partie de sa pré-étude de raccordement avant d'entrer effectivement en DAR pour aller plus loin sur sa connaissance du réseau local.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à la proposition de la CRE et souhaite que la délibération incite les gestionnaires à proposer des

données qui s'approche toujours plus des données terrains dans CAPAréseau avec des fréquences de rafraîchissement aussi importante que possible, mais avec un archivage des données pour que l'on puisse suivre les dynamiques sur des postes spécifiques. Une meilleure lisibilité des données de capacité des lignes HT B serait par ailleurs bienvenu (estimation conservatrice de la capacité à entrer en coupure sur une section de ligne).

Actuellement les producteurs réalisent eux-mêmes l'archivage et tracent les dynamiques sur les postes qui les intéressent. Cela ne peut cependant pas se faire a posteriori, car il faut s'assurer d'avoir bien téléchargé les données mises à jour du site internet. A l'heure actuelle, les données sont mises à jour sans que les producteurs ne sachant quand ce qui a été modifié. Il faudrait que les documents soient mis à jour à dates fixes et connues, et que ceux le désirant en soit notifiés. Idéalement, il faudrait mettre en place des API/notifications push qui enverraient les données aux SI des producteurs.

Nous rappelons que ces données sont utilisées au quotidien et ont une valeur pour le développement, il est donc nécessaire que CAPAréseau soit un outil performant dans lequel toutes les données et leurs modifications soient traçables. Si des erreurs sont entrées (cela peut arriver), leur modification doit apparaître aussi afin d'avoir de la visibilité dessus et de ne pas envoyer de faux signaux aux producteurs.

Cette amélioration de CAPAréseau permettra, en sus de la DAR et de la transmission de nouvelles données HT A, d'améliorer l'optimisation amont du raccordement des parcs EnR.

Il pourrait être envisagé de mettre en place un GT avec RTE et Enedis sur Caparéseau et sur l'amélioration des données amont de raccordement de manière générale (aussi sur la DAR).

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à la proposition de la CRE concernant la gestion des demandes de raccordement (double réservation), pour autant que cela n'influence pas les choix des producteurs (CAPAréseau devra prendre en compte cette double réservation). Le SER demande la mise en place d'un délai minimum pour permettre la prise de décision. Dans tous les cas, l'ORR devra conserver sa durée actuelle de validité, seule l'ORA pourrait avoir une durée réduite.

Dans le cas d'une durée réduite, nous proposons que la durée classique (trois mois) soit conservée au-delà de la durée réduite, sous réserve qu'aucun autre demandeur de raccordement n'entre en file d'attente : le producteur n'ayant pas répondu au-delà de la période réduite, pourrait tout de même choisir l'ORA dans le délai de trois mois, mais avec le risque qu'un autre producteur lui passe devant s'il n'est pas assez diligent. Dans ce cas, le GRD le signalera au producteur et seule l'ORR pourra toujours être sélectionnée au-delà de la période réduite.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à la dématérialisation. D'autres moyens doivent cependant être accessibles pour ceux qui le souhaitent en BT. La plateforme doit aussi pouvoir gérer les DAR.

Le SER souhaiterait par ailleurs qu'Enedis mette en place des procédures d'automatisation d'envoi des demandes de raccordement pour certains grands comptes gérant plusieurs milliers de demande de raccordement par an en BT. Il serait bon qu'Enedis entame des discussions au sein du CURDE et d'un GT BT avec les producteurs concernés pour lier leurs SI afin d'automatiser les demandes de PTF/CR sur ce niveau de tension (éventuellement en lien avec la

plateforme tester mon raccordement).

Pour les grands comptes (aussi en HTA), il serait bon d'adapter la facturation pour n'avoir qu'une facture globale à payer à échéance régulière (par exemple, une fois par trimestre) et non au cas par cas. Cela trouverait tous son sens pour les PRACD qui peuvent être très nombreuses chez certains acteurs. Cela simplifierait par ailleurs les relations comptables et éviterait des retards de paiement du fait de factures incomplètes ou arrivant trop tardivement.

Par ailleurs, il serait bon que le simulateur d'Enedis "tester mon raccordement" soit étendue à la HTA à terme.

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Le SER ne voit pas de raison de faire évoluer ces dispositions. Il serait même pertinent de faire évoluer le critère de trois mois afin d'avoir des temps de réponse plus court lorsque la file d'attente est peu dynamique dans une région, en particulier pour la BT. L'objectif doit être d'avoir des PTF le plus vite possible.

Par ailleurs nous rappelons que les difficultés se situent aussi (et surtout) au niveau de la validation du TO, et non sur le délai d'envoi des PTF. Les GR devraient avoir un délai réduit pour signaler une non complétude de la demande de raccordement (une semaine maximum, vu que les documents sont traités par le SI des GR). La dématérialisation devrait permettre d'automatiser le TO. On se retrouve dans certains cas avec des retours pour non complétude un mois après l'envoi d'une PTF, cela n'est pas acceptable, surtout sachant que les producteurs doivent entrer en file d'attente dans des délais réduits après leur sélection en AO (deux mois).

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Le SER pense que cette démarche d'anticipation doit être rendue systématique et doit permettre, non pas de rallonger les délais pour l'élaboration et la transmission de PTF/CR, mais de les raccourcir (but d'une anticipation).

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Le raccordement d'une installation de production EnR supérieure à 3 kVA doit être réalisé par les gestionnaires de réseaux en moins de dix-huit mois (L342-3) à compter de la signature de la convention de raccordement. Ce délai n'est pas forcément pertinent car il n'englobe qu'une petite partie de la procédure de raccordement et n'inclut pas la partie en amont de la signature de la CR (à partir du TO). Par ailleurs, ces délais ne tiennent pas compte des travaux postes sources sur lesquelles la transparence n'est pas toujours optimale.

Il faut donc, de manière générale davantage de transparence sur les délais en proposant des canevas de délai selon les travaux nécessaire au raccordement (transformateurs, demi-rampe, créations de postes). Cela permettrait de co-construire les installations avec leur raccordement et de ne pas se retrouver dans une situation où le producteur attend le raccordement, ou vice-versa. Cela permettrait par ailleurs d'homogénéiser les délais entre les régions (actuellement variables).

Sur la période suivant la signature de la PTF, Enedis s'engage à fournir la CR en neuf mois, il faudrait que le producteur puisse donner son accord (et uniquement dans ce cas-là) à une durée plus longue (définie par le seul producteur) de fourniture de la CR afin de co-optimiser la solution de raccordement avec l'installation de production, quitte à recevoir une convention de raccordement tardive, mais potentiellement moins couteuse. Cette durée supplémentaire ne pourrait dépasser au total 24 mois.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles

améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable au renforcement de la transparence des PTF : à l'heure actuelle, lorsqu'un producteur effectue un raccordement via un poste privé chez RTE, il obtient des informations détaillées de la part de ses sous-traitants.

Pour que davantage d'informations soient transférables, il faut que le canevas technique des travaux des GRD soit publié et approuvé par la CRE, cela permettra de masquer les prix des appels d'offres passés par GRD et conservera l'anonymat des réponses des fournisseurs par plaque d'achat.

Il n'est pas acceptable à l'heure des appels d'offres éoliens et solaires que le coût de raccordement soit une boîte noire, car les producteurs ne peuvent pas utiliser ce levier pour améliorer la compétitivité dans le cadre de cette procédure : les producteurs reçoivent à l'heure actuelle des PTF de plus de 1 M€ (si ce n'est plus, pour les grands parcs) avec seulement deux ou trois lignes détaillant ces montants.

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Le SER aurait souhaité que la DMOA puisse être modulable selon le projet sur le RPD : en effet si les études peuvent être réalisées par les mandataires, il peut apparaître pertinent dans certains cas que le GRD reste l'interlocuteur des collectivités pour les demandes de convention de passage ou les permissions de voirie.

Cette solution serait pertinente car, dans tous les cas, le mandataire, se présentera auprès des collectivités au nom du GRD, or dans certains cas il préférerait laisser une partie de ce rôle au GR (moyennant rétribution et facturation dans la PTF L342-2).

Enedis a cependant écarté cette possibilité dans la DTR et ne propose la DMOA qu'en « tout ou rien ».

Le cadre doit encore être élaboré (cahier des charges), mais il est nécessaire que le GRD reste impliqué dans le projet, dans la mesure où le mandataire agira systématiquement en son nom et selon ses règles.

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Le cas du renouvellement des installations EnR va prendre de l'importance dans les années qui viennent. Un GT renouvellement est en cours au sein du CURDE d'Enedis et plusieurs orientations discutées en son sein devraient d'ores et déjà être confirmées par la CRE, comme la garantie de pouvoir continuer d'injecter au moins autant que son raccordement initial sans nouvel ouvrage propre ou quote-part facturé par le gestionnaire de réseau.

Il est important que le stockage puisse être intégré dans les solutions de raccordement comme un levier permettant de limiter la puissance de raccordement demandée, et non comme un auxiliaire renchérissant les coûts en augmentant la puissance de raccordement. Le stockage doit pouvoir être utilisé par le producteur comme un moyen de « bridage » de son parc pour garantir au gestionnaire de réseau qu'il injectera toujours à une puissance garantie inférieure à la somme de la puissance maximale de ses machines. Dans ce cas, l'installation restera considérée comme producteur.

Nous souhaiterions que la CRE interroge les GR sur la différenciation des paramètres d'étude entre consommateurs

et producteurs : les hypothèses de calcul, telles que la chute de tension (ΔU), sont différentes entre les utilisateurs réseaux, nous aimerions savoir pourquoi et dans quelles mesures il pourrait y avoir convergence des exigences (aussi pour les autres paramètres).

Dans le cadre de travaux long-terme dans les S3REnR (création de postes), les acomptes PTF et sur la quote-part devraient avoir des échéanciers davantage étalés et décalés dans le temps car la mise à disposition du raccordement intervient de nombreuses années après la signature de la PTF et de la CR. Or l'idée originale de l'acompte PTF était de financer les études pour la préparation de la CR, et donc devrait être plafonné autour de 150 k€ pour le RPD.

Liste des pièces jointes à la contribution :

0705-Consultation CRE Proc racco-Reponse SER_V3.pdf